

**Assemblée générale**

Distr. générale  
25 janvier 2022  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-seizième session**

Points 10 et 44 de l'ordre du jour

**Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine****Question de Chypre**

**Lettre datée du 21 janvier 2022, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 20 janvier 2022, qui vous est adressée par le représentant de la République turque de Chypre-Nord, Mehmet Dâna (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10 et 44 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Öncü Keçeli



**Annexe à la lettre datée du 21 janvier 2022 adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris en réponse à la déclaration faite à la séance tenue le 6 décembre 2021, à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, au titre du point 10 de l'ordre du jour, intitulé « Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine », dans laquelle le représentant chypriote grec déforme une fois de plus de façon flagrante les faits relatifs à Chypre. La partie chypriote grecque profite depuis longtemps de l'absence de la partie chypriote turque dans les forums internationaux pour induire la communauté internationale en erreur sur le problème chypriote. Je me vois donc dans l'obligation de répondre par écrit afin de rétablir la vérité.

Les représentants de la partie chypriote grecque désinforment depuis longtemps la communauté internationale en employant le terme « occupation » pour qualifier le problème de Chypre. En vérité, aucune des résolutions du Conseil de sécurité sur Chypre ne qualifie d'« occupation » la présence turque sur l'île, qui est légitime et justifiée au regard des traités internationaux de 1960 concernant Chypre. Il ne faut pas oublier que la Turquie a dû intervenir, conformément à son rôle de garant, après 11 années de supplice infligées aux Chypriotes turcs par les Chypriotes grecs, qui ont culminé avec la tentative de coup d'État organisée par la junte militaire à Athènes et ses collaborateurs chypriotes grecs dans le but d'annexer toute l'île à la Grèce (*enosis*) et d'anéantir le peuple chypriote turc. Il faut souligner que le problème chypriote a commencé non pas en 1974 mais en 1963, lorsque la partie chypriote grecque a usurpé par la force le titre de République bicommunautaire de Chypre et expulsé ses partenaires chypriotes turcs de tous les organes de l'État. De 1963 à 1974, période que la représentante de la Grèce et le représentant chypriote grec ont opportunément choisi d'ignorer, les Chypriotes grecs ont participé, avec l'aide et le soutien de la Grèce, au Plan Akritas, une campagne de nettoyage ethnique visant les Chypriotes turcs, dans le but ultime de réaliser l'*enosis*. C'est cette violence à grande échelle et son cortège de violations des droits humains qui ont contraint le Conseil de sécurité en 1964 à déployer la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour mettre un terme aux effusions de sang et aux atrocités perpétrées contre les Chypriotes turcs. Sachant qu'une multitude de documents de l'Organisation des Nations Unies attestent de ces crimes contre l'humanité, le fait qu'ils ne soient aucunement évoqués dans la déclaration en question confirme bien que ces allégations ne reposent pas sur les faits mais constituent une nouvelle mystification produite par la machine de propagande chypriote grecque connue de tous.

Fait ironique, le représentant chypriote grec, qui tente de présenter l'administration chypriote grecque comme la championne de la lutte contre le trafic de biens culturels et de la protection du patrimoine culturel, ferme les yeux sur la situation catastrophique du patrimoine culturel turco-islamique à Chypre-Sud. Depuis 1963, l'administration chypriote grecque s'emploie à faire disparaître toute trace de l'héritage turco-islamique de Chypre. Entre 1963 et 1974, les Chypriotes grecs ont détruit les mosquées, sanctuaires et autres lieux saints de villages turcs dans toute l'île. D'après des études de terrain récemment menées par nos experts et des informations recueillies auprès de Chypriotes turcs en visite dans le sud de Chypre, la majorité des 130 mosquées et quelques qui tiennent encore debout dans le sud de Chypre sont dans un état de délabrement extrême. En outre, tous les objets culturels qui se trouvaient dans ces monuments, à savoir des centaines de manuscrits du Coran, des tapis de prière, des pupitres de lecture et des éléments d'iconographie musulmane ont été détruits ou pillés.

En ce qui concerne les allégations relatives au patrimoine culturel et religieux à Chypre-Nord, je voudrais souligner que malgré ses maigres ressources, la partie

chypriote turque protège et préserve le patrimoine culturel et religieux qui émane des cultures et civilisations diverses et riches qui ont peuplé l'île tout au long de l'histoire. Outre l'action qu'elle mène aux fins de la protection et de la préservation du patrimoine culturel sur son territoire, quelle que soit son origine, la partie chypriote turque s'est mobilisée activement en faveur de cette question et a participé de façon constructive aux travaux du Comité technique du patrimoine culturel, qui constitue un exemple remarquable de ce que la coopération des deux parties peut accomplir pour le bien des deux peuples.

Dans ce contexte, il apparaît clairement que les propos trompeurs tenus par le représentant chypriote grec ne sont pas étayés par des faits juridiques et historiques. Aussi, au lieu de lancer des accusations infondées qui ne font que susciter la méfiance et l'hostilité entre les deux peuples de l'île, la partie chypriote grecque devrait véritablement s'attacher à instaurer un climat propice à la coopération entre les deux parties, comme l'a également demandé le Secrétaire général dans ses rapports les plus récents sur sa mission de bons offices à Chypre ([S/2021/1109](#)) et sur les activités de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ([S/2021/1110](#)).

Je saisis cette occasion pour rappeler à la partie chypriote grecque que son homologue est – depuis toujours – la partie chypriote turque, et non la Turquie.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10 et 44 de l'ordre du jour.

Le Représentant de la République turque de Chypre-Nord  
(Signé) Mehmet **Dânâ**